

Libération (site web)

vendredi 1 novembre 2024 - 14:50:38 906 mots

Stop aux agressions des syndicats d'agriculteurs contre France Nature Environnement

Antoine Gatet

Alors que les contestations des agriculteurs se multiplient à propos de l'accord UE-Mercosur, le président de FNE, Antoine Gatet, dénonce les menaces récurrentes des syndicats majoritaires et appelle le gouvernement à sanctionner ces actions, contraires à un Etat de droit.

Pour la deuxième fois en quelques semaines, les locaux de France Nature Environnement (FNE) Occitanie-Pyrénées, au cœur de Toulouse, ont été saccagés par les représentants du syndicat agricole Coordination rurale. C'est la quatrième fois en quatre ans. Les deux premières étaient le fait des syndicats FNSEA et JA (Jeunes agriculteurs de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles).

La même nuit, des inscriptions violentes hostiles à FNE Creuse étaient taguées sur le parvis de la mairie de Guéret, signées Coordination rurale, alors qu'une conférence sur les pesticides était prévue le soir même à la mairie.

La même semaine, des déchets étaient déversés devant les domiciles du président et du trésorier de l'association Saint-Junien Environnement, membre de FNE Limousin, dégradation revendiquée par la Coordination rurale qui lui reproche d'avoir dénoncé l'attaque violente orchestrée par le même syndicat contre un cinéma à Limoges en janvier 2023 pour empêcher la projection d'un reportage sur l'eau en agriculture.

En début d'année, c'est FNE Tarn-et-Garonne qui voyait son siège dégradé par des déchets et des inscriptions violentes et menaçantes. «*Imposteurs*», «*Fédération nullissime*», «*Sinon boom*», «*Per-verts*», «*Vous êtes la mort de l'agriculture*», «*Ecoterroristes*», «*Intégristes écolos*», «*Extrémistes*», «*Nouvelle race d'emmerdeurs*», «*On ne vous oublie pas, on reviendra*»... C'est un florilège de la violence verbale qui s'abat sur nos associations défendant l'intérêt général, taguée au-dessus de déchets agricoles et de pneus brûlés, ou en dessous de mannequins pendus, ces dernières années par les groupes locaux de la FNSEA, des JA et ces derniers mois de la Coordination rurale. S'y ajoutent des menaces, intimidations et agressions de bénévoles chez eux ou à la sortie des tribunaux, mais aussi des saccages de bâtiments publics et d'administration de l'environnement.

L'utilisation de la violence et des discours de haine

Les syndicats agricoles réactionnaires ont décidé d'utiliser la violence et les discours de haine pour essayer de faire taire tout débat public sur les modèles agricoles, et pour empêcher toute diffusion d'information ou d'action proposant une évolution du modèle agricole industriel actuel vers une agroécologie respectueuse de la santé, des sols, de la biodiversité, de l'eau, et avant toute chose des agriculteurs et agricultrices eux-mêmes.

Tous ces actes font l'objet de plaintes, systématiquement classées sans suite parfois sans enquêtes. Alors même que les personnes et les syndicats agricoles commanditaires de ces faits, se sentant tellement au-dessus des lois, les signent, et publient et revendiquent leurs forfaits sur les réseaux sociaux.

Il faut que cela cesse. Immédiatement.

Nous demandons qu'au plus haut niveau de l'Etat, une parole forte s'exprime pour dénoncer ces actes de violence, ces troubles à l'ordre public, ces atteintes au débat public et à la démocratie. Plutôt que de stigmatiser dans le même temps l'activisme environnemental non violent.

Nous exigeons le rétablissement de l'Etat de droit : que des enquêtes soient conduites, que les auteurs de ces actes soient interpellés et jugés ; que les syndicats responsables de ces agissements ne bénéficient plus de responsabilités ou de financements publics.

Nous demandons que les instances nationales des syndicats agricoles à l'origine de cette violence prennent immédiatement publiquement position pour condamner ces violences locales contre la démocratie et exclure de leurs organisations leurs instigateurs.

Un modèle coresponsable de la crise

Ces syndicats agricoles doivent regarder la réalité en face, prendre acte de l'échec du modèle agricole dominant et admettre publiquement ses conséquences environnementales et sociales : perte d'emplois, baisse des revenus et de la qualité de vie des agriculteurs et agricultrices ; dommages à leur environnement et à leur santé. Le modèle agricole qu'ils défendent est coresponsable de la triple crise environnementale et sanitaire que nous traversons : réchauffement climatique (l'agriculture industrielle est la troisième source d'émissions de carbone), effondrement de la biodiversité (l'agriculture industrielle est la première responsable de l'effondrement des insectes et des oiseaux et de l'appauvrissement des sols), pollutions (l'agriculture industrielle est la première responsable de la pollution des eaux aux pesticides et nitrates).

France Nature Environnement refuse de servir de bouc émissaire aux syndicats agricoles réactionnaires, et exige le rétablissement de l'Etat de droit partout en France, et la tenue de débats ouverts, transparents et respectueux du débat public, sur les conséquences environnementales et sanitaires du modèle agricole actuel, et son évolution nécessaire vers l'agroécologie respectueuse des revenus et de la qualité de vie et de travail des agriculteurs et agricultrices, conforme à nos objectifs de souveraineté, et respectueux de la nature et de l'environnement.

Les «*Foutez nous la paix*» et «*Laissez-nous travailler*» de ces syndicats agricoles n'est plus admissible dans une société démocratique, face aux effets collectifs de pratiques agricoles destructrices.

Vous souhaitez publier une tribune dans Libération ? Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions, rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en bas de cette page puis écrivez à idees@liberation.fr.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)